

Précarité étudiante, 10 septembre, Parcoursup... France universités fait le point sur la rentrée



Lamri Adoui président de l'université de Caen Normandie (Calvados), ici dans les étages du bâtiment présidence, sur le campus 1 caennais le lundi 2 décembre 2024. Archives Ouest-France

Lamri Adoui, président de France Universités, répond aux questions de « Ouest-France » sur les principaux sujets d'une rentrée marquée dans l'enseignement supérieur par un contexte politique flou et la précarité étudiante.

Lamri Adoui dirige l'université de Caen Normandie. Mais c'est dans le costume de président de France Universités que ce dernier fait le point sur la rentrée des étudiants. Cette association rassemble les dirigeants exécutifs des principales universités et les établissements publics d'Enseignement supérieur et de Recherche, qui représentent 1,6 million d'étudiants. Précarité, manifestations, intelligence artificielle, conseil des chanceries internationales. Must

Précarité, manifestations, intelligence artificielle, accueil des chercheurs internationaux... L'universitaire balaie les sujets de la reprise dans cet entretien.

Lire aussi. [Le coût de la rentrée universitaire « augmente encore » : les étudiants « sautent des repas »](#)

De nouvelles formations d'enseignants doivent voir le jour. La réforme aura-t-elle bien lieu, malgré l'instabilité politique ?

Les travaux sont bien avancés, la réforme est bien dans les tuyaux. Il y a toujours des discussions en cours, mais on a eu des engagements sur les moyens pour financer les Master 1 et Master 2 qui doivent être rémunérés. On a commencé à travailler sur les modules de préparation aux concours pour 2026.

La Fage s'inquiète du coût de la rentrée étudiante qui ne cesse d'augmenter, comme de la précarité...

Comme ce syndicat étudiant, on a appelé de nos vœux la poursuite de la réforme des bourses, promise depuis 2023. Ce serait important de sortir des logiques de seuil pour les bénéficiaires. Il faut un nouveau modèle. Ce dossier est porté par les ministres [Élisabeth Borne](#) (Éducation) et Philippe Baptiste (Enseignement supérieur), mais il y a la réalité budgétaire... Il y a aussi un sujet sur le logement. Avec un marché sous tension dans de nombreuses villes étudiantes, cela devient de plus en plus difficile de trouver un toit.

De notre côté, on a fait beaucoup d'efforts sur les services à la santé étudiante ces dernières années. On doit bien les former, leur permettre de s'insérer une fois diplômé, mais aussi rendre accessible les bibliothèques, les services de santé, aux activités culturelles ou sportives.

Comme d'autres syndicats étudiants et lycéens, ils déploraient un manque de place suffisante dans certaines filières en tension, répertoriées sur Parcoursup.

Certaines filières universitaires connaissent traditionnellement de fortes tensions, notamment les licences de STAPS, de psychologie, de droit ou encore d'accès aux études de santé. Mais il ne faut pas oublier qu'en 15 ans nous avons accueilli 50 % d'étudiantes et d'étudiants supplémentaires, sans moyens dédiés en plus. Et que nous continuons d'accueillir davantage de jeunes. Nous sommes donc limités par nos murs et le nombre d'enseignants-chercheurs. Cette pression sur les capacités d'accueil se traduit chaque année par des difficultés à satisfaire toutes les demandes, même si la réalité peut être assez différente en fonction des régions. Pour autant, lors de la rentrée 2024, sur les 945 000 candidatures à l'entrée dans l'enseignement supérieur et la recherche, seuls 124 candidates et candidats étaient toujours en

seignement supérieur et la recherche, seuls 134 candidates et candidats étaient toujours accompagnés par les commissions d'accès à l'enseignement supérieur à la clôture de Parcoursup. Pour cette année, cette phase est toujours en cours et des chiffres sortiront bientôt. Les équipes dédiées à l'orientation des étudiantes et des étudiants font un travail remarquable pour permettre à chacune et chacun de trouver sa place.

Beaucoup d'étudiants appellent à se manifester les 10 et 18 septembre. Comment appréhendez-vous ces mobilisations ?

Le contexte politique confus rend tout pronostic difficile. La journée du 10 est compliquée à anticiper, comme elle n'est pas organisée par des réseaux « classiques ». On va la vivre comme une journée ordinaire, même si on est vigilant. On espère pouvoir assurer une continuité du service public. Le 18, on sera sur un mouvement de grève plus standard.

Lire aussi : [Avec des finances dans le rouge, les présidents d'universités pensent à réduire les places en facs](#)

L'an dernier, les comptes de nombreuses universités étaient dans le rouge... Quelle est la situation en septembre ?

Les universités sont chroniquement sous-dotées, c'est une préoccupation majeure. On s'est mobilisés pour préparer le projet de Loi de finances 2026 et le plan de financement des universités. La situation instable fait qu'on risque d'avoir un problème d'interlocuteur si le gouvernement venait à tomber. L'État nous a imposé des dépenses supplémentaires en augmentant nos charges, mais sans compensation. Par exemple, la hausse du point d'indice des agents de la fonction publique qui nous coûte cher, ou les cotisations de retraites de nos personnels. En termes de pilotage, si on dépense de l'argent sur des cotisations, on ne le dépense pas sur d'autres missions d'enseignement propres au cœur de métier des universités. On va bientôt monter un groupe de travail pour formuler des propositions au gouvernement sur leur financement.

L'intelligence artificielle (IA) impacte la manière d'enseigner et d'apprendre dans l'enseignement scolaire. Et dans le supérieur ?

C'est une révolution qui se met en place à vitesse grand V. Il y en a eu sur la façon d'enseigner, sur l'évaluation du travail des étudiants. Aujourd'hui, il est possible de produire des documents en un temps record. Des enjeux existent sur l'éthique. Les facultés se sont dotées, pour la plupart, de chartes pour expliquer à nos étudiants ce qu'ils avaient le droit de faire, ou non avec l'IA. C'est le travail de l'université que d'expliquer qu'il faut croiser les informations, vérifier les sources, avoir une analyse critique.

Quels seront les principaux projets de France université cette année ?

Nous allons publier deux gros documents sur la mobilité étudiante, notamment internationale. Avec des propositions pour accueillir les étudiants et les chercheurs étrangers, montrer leur valeur ajoutée, comment cette mobilité contribue à la diplomatie scientifique française et au développement de notre pays. Insister sur le fait qu'il ne faut pas tout mélanger, notamment avec les questions de politique migratoire.

Un rapport paraîtra aussi en octobre sur les libertés académiques à l'échelle française et européenne. Il nous semble important de rappeler un certain nombre de valeurs. Ce à quoi on assiste aux [États-Unis](#), [avec l'administration Trump qui balaie en quelques semaines](#) des dizaines d'années de construction d'un pays bâti sur les libertés académiques, ou encore de l'attractivité internationale de la recherche, est très préoccupant. Nul n'est à l'abri d'un basculement politique.

Le président [Emmanuel Macron](#) a beaucoup communiqué sur l'accueil des chercheurs américains dans les universités françaises. Qu'en est-il réellement ?

Certains établissements ont mis en place des dispositifs spécifiques. D'autres ont profité de relations bilatérales qui existaient pour attirer des chercheurs. Sauf si l'instabilité politique actuelle change la donne, j'avais compris que des annonces étaient proches. Il y a eu des centaines de dossiers déposés sur la plateforme créée pour l'occasion. Une quarantaine ou une cinquantaine de dossiers seront peut-être labellisés dans un premier temps.

Johan BESCOND.